

Nyangoma à Bruxelles : « J'ai voulu prendre mes responsabilités »

@rib News, 19/01/2009 L'intégralité de l'exposé de Léonard Nyangoma ce 17 janvier 2009 à Bruxelles « Par conférence, j'ai voulu prendre mes responsabilités face aux incertitudes des prochaines échéances électorales. J'ai alerté l'opinion et la communauté internationale sur les dangers qui nous guettent et le soutien dont nous aurons besoin », a déclaré le député Léonard Nyangoma lors de la conférence organisée le 17 janvier 2009 à Bruxelles "Carrefour du Monde", en conclusion de son exposé dont ARIB.INFO s'est procuré une copie que nous publions en intégralité. Abordant le thème « Les enjeux des élections de 2010 au Burundi et leur impact dans la sous-région des Grands Lacs (RDC-Burundi-Rwanda) », le leader de l'opposition burundaise a, en introduction, situé les élections dans le cadre des exigences de la démocratie.

Ensuite, faisant une brève rétrospective des élections pluralistes dans l'Histoire du Burundi, le président du CNDD, actuellement principal parti de l'opposition parlementaire, a montré les tares qui les ont caractérisées et souligné que chaque fois le rejet de la volonté du peuple a débouché en dictature ou en massacre. Puis, le député burundais a mentionné les principaux obstacles actuels à des élections libres et impartiales, notamment l'inadéquation et les lacunes de la constitution et du code électoral ; l'absence de sécurité et l'intolérance brutale du pouvoir en place. Après, Léonard Nyangoma a essayé d'anticiper l'impact probable des élections sur la sous-région selon leur caractère juste ou frauduleux. Pour terminer, et afin d'éviter que le pire n'arrive, comme on l'a vu récemment au Kenya, le leader de l'opposition a proposé une démarche organisationnelle des forces démocratiques pour défendre ensemble les mesures majeures pouvant garantir de futures élections libres et impartiales. Au cœur de ces mesures : une révision de la constitution et du code électoral afin de mieux asseoir les conditions d'équilibre, d'impartialité et de transparence ; l'établissement de la sécurité passant par le désarmement des civils et des démobilisés et la stricte discipline des combattants ; le respect des droits de l'homme, des parlementaires et des partis politiques. « À chaque étape du parcours Burundi aura besoin de dialogue et de l'appui de la communauté internationale. Mais pour que cet appui ait les effets escomptés, le pays doit savoir anticiper et accepter les bons offices de la communauté internationale sur les dossiers litigieux », a vivement recommandé le parlementaire. Lire l'intégralité de l'exposé de Léonard Nyangoma